

Interview de M. François Hollande, Président de la République, avec Europe 1 le 3 novembre 2015, sur la lutte contre le dérèglement climatique, la situation en Syrie et sur la politique du gouvernement.

Thomas SOTTO : Matinale spéciale Climat depuis 06h ce matin, sur Europe 1. Jean-Pierre ELKABBACH, « L'interview politique », vous recevez à présent en direct le chef de l'Etat, François HOLLANDE.

Jean-Pierre ELKABBACH : C'est votre deuxième visite d'Etat en Chine en deux ans, vous prenez goût à la Chine. En tout cas, bienvenue Monsieur le Président de la République. Dans les studios d'Europe 1, à Pékin, François HOLLANDE, bonjour. Merci d'être là.

LE PRESIDENT : Bonjour Jean-Pierre ELKABBACH. Bonjour Thomas SOTTO.

Jean-Pierre ELKABBACH : Après vos entretiens de Pékin, est-ce que l'on peut dire que le succès de Paris Climat est probable ou possible ?

LE PRESIDENT : Il est possible. Il n'est pas certain, mais ce que je voulais, à travers cette visite d'Etat, avec le Président chinois, c'était de mettre toutes les conditions de notre côté, c'est-à-dire du côté de la planète.

Jean-Pierre ELKABBACH : Elles sont mises de votre côté, elles sont en place ? Parce que j'ai entendu le Président XI Jinping hier, il est optimiste, il soutient la France, il va même venir 48h, mais est-ce que cela suffit ? Est-ce que les promesses suffisent ?

LE PRESIDENT : La Chine est le premier émetteur de gaz à effet de serre, c'est la deuxième économie du monde. C'est un pays, un grand pays émergent, qui entraîne d'autres pays. La Chine a pris deux engagements majeurs : le premier, c'est de se mettre au niveau de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, de prendre toutes les obligations que nous nous sommes, nous-mêmes, imposés, et deuxièmement, d'accepter que tous les cinq ans, nous puissions revenir sur ces engagements, pour être bien sûrs que nous n'aurons pas plus de 2 degrés de réchauffement de la planète d'ici la fin du siècle. C'était ce point-là qui me paraissait déterminant.

Jean-Pierre ELKABBACH : Et ils sont d'accord ?

LE PRESIDENT : Non, seulement, il est d'accord, mais il l'a signé.

Jean-Pierre ELKABBACH : Et ils l'ont signé ?

LE PRESIDENT : Cela me permettra de faire l'Accord de Paris sur cette base-là. Je ne veux pas simplement qu'il y ait des engagements de chaque pays qui lorsqu'ils sont additionnés les uns, les autres, font que la planète se réchauffe de plus de 3 degrés, ce qui est ou ce qui serait insupportable.

Jean-Pierre ELKABBACH : Mais les 2 degrés, les 2 degrés prévus pour l'accord universel

LE PRESIDENT : Les 2 degrés sont possibles.

Jean-Pierre ELKABBACH : Mais ne sont pas au rendez-vous de décembre ?

LE PRESIDENT : Non, ils ne pourront l'être que s'il y a ce mécanisme de révision. Que chacun comprenne bien, tous les cinq ans, le monde aura rendez-vous avec lui-même et vérifiera si, d'abord, les obligations ont été respectées, et si on ne peut pas, si on ne doit pas les renforcer. Donc la Chine était essentielle. Vous me posez cette question, et vous avez raison, est-ce que c'est parce que la France et la Chine sont d'accord que le monde va être au rendez-vous de ce

rendez-vous historique.

Jean-Pierre ELKABBACH : D'autant plus que des pays comme les pays producteurs de pétrole ne sont pas là, ou pas encore, ils n'ont pas donné trop de signes, mais est-ce que cela veut dire que l'échec n'est plus possible ? Le succès n'est peut-être pas encore, il est possible, pas probable, mais est-ce que l'échec est encore dans cet air pollué ?

LE PRESIDENT : Il y a eu échec, en 2009, tout le monde s'était donné rendez-vous et n'a pas réussi au terme de plus de dix jours de discussions à trouver un accord. Vous avez vu ce qui se passe, vous êtes venu ici, en Chine, je vous en remercie. Vous avez vu le degré de pollution, les particules, ce n'est pas d'ailleurs simplement vrai de Pékin, on peut dire aussi qu'à Paris, il se passe un certain nombre de choses. Alors, oui, l'échec est toujours possible, mais aujourd'hui, je suis confiant parce qu'un grand pays, la Chine, nous a soutenus, parce que les Etats-Unis sont impliqués dans l'Accord, parce que des pays aussi divers que des pays du Sud, comme les Africains, que des pays latino-américains sont également d'accord. Mais il y a encore quelques points en suspens. D'abord, est-ce que l'on va mettre sur la table les financements qui sont attendus par les pays les plus pauvres.

Jean-Pierre ELKABBACH : 100 milliards.

LE PRESIDENT : 100 milliards.

Jean-Pierre ELKABBACH : Par an, à partir de 2020. Et on en est où maintenant ?

LE PRESIDENT : On en est sûr à 65 milliards, on est encore loin du compte, des promesses jusqu'à 20 milliards de plus, cela fait 85. On n'est pas encore à 100. Or, je veux être tout à fait clair, et je comprends ces pays, les pays les plus pauvres, qui ne peuvent pas répondre à leurs obligations. Ils ne vont pas, eux-mêmes, se sacrifier, sacrifier leur croissance, leur développement, parce que nous, nous avons prélevé pendant des années, voire des décennies, sur la planète. Donc ces pays disent : si vous mettez des financements, alors, nous aurons les capacités de développer nos économies.

Jean-Pierre ELKABBACH : Et la France ?

LE PRESIDENT : Et en plus, de faire cette transition énergétique.

Jean-Pierre ELKABBACH : La France, elle est à 5 milliards d'engagement ?

LE PRESIDENT : La France a mis 5 milliards sur la table à partir de 2020. La France a également voulu être immédiatement présente dans ce que l'on appelle un Fonds Vert. C'est un fonds pour aider tout de suite, avant 2020, les pays les plus pauvres, les plus démunis, et qui sont les plus grandes victimes du réchauffement climatique.

Jean-Pierre ELKABBACH : Une taxe financière à l'échelle de la planète, comme le demandait tout à l'heure Dany COHN-BENDIT, ce n'est pas possible ou c'est possible ?

LE PRESIDENT : C'est un vu, mais on mettra des années, voire des décennies, pour mettre en place cette taxe, vous savez que l'on a déjà une taxe sur les billets d'avion, qu'il n'y a seulement quelques pays qui l'ont souscrite. Je pense qu'il faut d'abord demander des contributions à chaque pays.

Jean-Pierre ELKABBACH : Donc il faut aller plus vite.

LE PRESIDENT : Et faire que les financements puissent être trouvés, pas simplement des financements publics d'ailleurs, des financements privés. Car je vais vous donner juste cette expérience. Ce qui m'a frappé en préparant cette Conférence, c'est que la prise de conscience des acteurs économiques, des institutions financières, des grands groupes d'assurances, de ceux qui font l'économie, cette prise de conscience est maintenant réelle. Il faut donc leur envoyer des signaux. Le signal, c'est qu'il y aura un accord, et il sera contraignant. L'autre signal, c'est que l'on puisse intégrer ce qu'on appelle le prix du carbone, c'est-à-dire que quand on pollue, ce n'est pas une taxe, mais on paie, il y a un prix du carbone. Cela permet de changer la nature des investissements.

Jean-Pierre ELKABBACH : Alors, on voit ici, à travers votre voyage, que la Chine s'engage avec sincérité contre la pollution, on voit qu'il y a des mesures drastiques qui sont prises contre l'usage de la voiture, sauf si elle est électrique. La circulation, vous l'avez constatée, elle est alternée, mais elle est alternée chaque jour, pourquoi en France, la mesure est-elle si difficile à prendre, et

elle n'est pas prise au sommet, plutôt que de la laisser aux maires ?

LE PRESIDENT : Non, je pense que c'est un bon principe, qui a été d'ailleurs posé par le législateur, de dire : maintenant, c'est aux élus, lorsqu'ils sont avertis et nous avons un certain nombre d'indices qui nous permettent maintenant d'agir lorsqu'ils sont avertis, de prendre cette décision de circulation alternée, c'est ce qui d'ailleurs s'est produit aujourd'hui.

Jean-Pierre ELKABBACH : Est-ce que vous confirmez votre invitation à Vladimir POUTINE ? Est-ce qu'il sera à Paris lui aussi, puisqu'il y a 80 chefs d'Etat qui seront là ?

LE PRESIDENT : Oui, je lui ai adressé une invitation personnelle, parce qu'il peut y avoir des différences d'approche sur un certain nombre de sujets. Mais sur la question du climat, nous devons être tous unis, tous, c'est-à-dire même les pays qui sont en conflit doivent se rassembler parce qu'il s'agit non pas de questions qui nous concernent dans cinq ans, dans dix ans, mais qui concernent l'humanité tout entière.

Jean-Pierre ELKABBACH : Alors, François HOLLANDE, la Chine rouge de MAO Tsé-Toung est en train de devenir la Chine verte de XI Jinping, que vous connaissez, mais pourquoi vous faites, vous, du sommet risqué sur le climat un tel enjeu pour votre propre quinquennat ?

LE PRESIDENT : Parce que la vie n'est pas sans risque, ne va pas sans risque, il faut toujours se mettre en risque. J'aurais pu très bien considérer que cette question du climat, les résultats n'en seront pas connus avant vingt ou trente ans, de savoir si nous avons bien pris la trajectoire, mais c'est trop important.

Jean-Pierre ELKABBACH : Mais qu'est-ce qui vous a converti ou qui vous a converti ?

LE PRESIDENT : J'ai reçu tous les plus grands savants au début de mon mandat, parce que je voulais savoir exactement ce qu'il en était du réchauffement climatique. C'était souvent une thèse, ce n'est pas une thèse, c'est une réalité. Ils m'ont montré, à travers ce qu'il y a de plus sûr sur le plan scientifique, que nous n'aurons pas 2, 3 ou 4 degrés, mais peut-être 5 degrés à la fin du siècle.

Jean-Pierre ELKABBACH : Ce serait la catastrophe !

LE PRESIDENT : Ce sont des inondations, ce sont des catastrophes, des îles entières qui seront recouvertes, des côtes qui seront débordées, des désertifications, et donc la guerre, parce qu'il s'agit de cela, ou des réfugiés, on en parle beaucoup. Le plus grand nombre de réfugiés aujourd'hui qui sont sur les chemins ou les routes dans les pays du Sud, ne sont pas provoqués par les guerres, mais provoqués par le climat.

Jean-Pierre ELKABBACH : Se joue aussi sur le climat.

LE PRESIDENT : Oui.

Jean-Pierre ELKABBACH : On va parler de politique étrangère, quelques mots, parce que vous en avez parlé aussi avec XI Jinping, et vous l'avez dit vous-même, la conférence de Vienne sur l'avenir politique de la Syrie se passe mal en ce moment, peut-être que l'Iran est plutôt réfractaire aux récalcitrantes, est-ce qu'elle va continuer ? Et d'autre part, est-ce que la France va poursuivre ses frappes aériennes en Syrie contre Daech ?

LE PRESIDENT : La première question, c'est : est-ce qu'il faut continuer le processus qui s'est ouvert à Vienne vendredi dernier ? Ma réponse est oui. Il faut continuer. Je sais qu'il y a des différences très grandes entre l'Iran, l'Arabie Saoudite, un certain nombre de pays, la Turquie par rapport à ce que fait la Russie, mais je considère que c'est le bon processus, parce que tout le monde est autour de la table, et il faut trouver une sortie politique. Deuxièmement, est-ce que nous allons continuer nos frappes ? Chaque fois que nous avons des informations sur des camps d'entraînement où il y a des djihadistes, des terroristes, qui pourraient, un moment ou un autre, menacer notre pays, nous frappons. Je réunirai d'ailleurs dès jeudi un Conseil de défense à cette fin.

Jean-Pierre ELKABBACH : Barack OBAMA a envoyé au sol des forces spéciales, la France a probablement déjà les siennes sur place. Est-ce qu'elles seront renforcées les nôtres ?

LE PRESIDENT : Vous comprendrez bien que sur cette question, je ne vous réponde pas.

Jean-Pierre ELKABBACH : Le processus politique en Syrie, il est prévu d'organiser une élection Présidentielle, si c'est le cas, est-ce que la France accepte que Bachar El ASSAD se présente une

nouvelle fois ?

LE PRESIDENT : Mais cela serait avouer notre incapacité à trouver une solution. Bachar El ASSAD a, si je puis dire, été réélu avec une élection fictive en 2014, parce que déjà, les Russes, les Iraniens voulaient nous entraîner dans cette voie, elle a été une impasse avec encore plus de guerres, et plus de terrorisme. La seule solution est donc que l'on ait, effectivement, un moment ou un autre, des élections, mais enfin, faut-il encore qu'une sécurité puisse être rétablie, et que Bachar El ASSAD ne puisse pas être candidat dans cette élection.

Jean-Pierre ELKABBACH : Quand des dirigeants politiques français, quand Nicolas SARKOZY, François FILLON et quelques autres rencontrent Vladimir POUTINE à Moscou, ou Angela MERKEL, ou d'autres chefs d'Etat, est-ce que vous considérez qu'ils sont dans leur rôle ou qu'ils parasitent votre politique, qu'ils la gênent ?

LE PRESIDENT : Moi, je pense qu'il est toujours souhaitable qu'il y ait des contacts internationaux avec des personnalités françaises. Mais il y a une condition, elle est d'ailleurs dans tous les esprits, c'est qu'il faut que ce soit pour conforter la politique de la France, pas ma politique, la France, l'influence de la France, le rayonnement de la France. Il ne peut pas y avoir d'étalage de divisions à l'extérieur. Nous devons être tous unis, parce que nous n'avons qu'un seul pays, ce pays s'appelle la France.

Jean-Pierre ELKABBACH : Quand on vous dit que la République doit cesser de reculer partout, c'est dans l'interview accordée ce matin par Nicolas SARKOZY, dans Le Parisien, et qu'il ajoute qu'il dénonce l'affaiblissement de l'Etat et de l'autorité de l'Etat, même si on est ici, vous êtes chef de l'Etat, qu'est-ce que cela vous fait ?

LE PRESIDENT : Je ne répondrai pas ici à Pékin, justement parce que moi, je m'applique des principes, je m'applique des règles, parce que je suis le premier responsable du pays, et j'ai donc encore plus de devoirs que les autres. Par ailleurs, il a tenu ce propos, si j'ai bien compris, dans un journal français, il n'était pas à Moscou.

Jean-Pierre ELKABBACH : Cette fois-ci. Xi Jinping décide la réforme et le mouvement sur le temps long. Les Français, François HOLLANDE, ont l'habitude du temps court. Comment on peut réconcilier, si vous pouvez le faire encore, les deux ? Et comment ?

LE PRESIDENT : Nous n'avons pas le même système, chacun le sait

Jean-Pierre ELKABBACH : Ça, heureusement, dans certains cas.

LE PRESIDENT : Chacun le sait. Mais en même temps, nous devons avoir l'exigence du temps long et pour ce qui me concerne vous évoquiez les risques -, le seul risque qui serait celui finalement, d'une volonté de perdre nos chances, ce serait d'agir uniquement sur le court terme. Si je suis autant mobilisé sur la conférence sur le climat, si je suis autant concerné par cette question, si je me bats autant pour un accord, pour que Paris puisse être un succès, ce n'est pas pour le temps court, ce n'est pas pour avoir une dépêche de presse.

Jean-Pierre ELKABBACH : Ce n'est pas forcément pour vous.

LE PRESIDENT : Non. Ce n'est pas pour avoir une dépêche de presse ou des articles le lendemain. C'est pour que les générations qui nous suivront puissent se dire qu'à Paris, oui, il y avait des autorités, il y avait un Président de la République qui a su

Jean-Pierre ELKABBACH : Pourquoi vous le mettez au passé, « il y avait » ?

LE PRESIDENT : Ceux qui nous regarderont dans vingt ans ou dans trente ans, qui nous observeront ou qui étudieront cette période, qu'ils puissent se dire que celui qui a gouverné la France, qui a dirigé la France a pris, à ce moment-là, ses responsabilités.

Jean-Pierre ELKABBACH : Mais pourquoi, François HOLLANDE, vous liez si souvent votre sort par exemple aux résultats aléatoires d'un sommet sur le climat, tantôt au niveau du chômage ? Cela ressemble à la roulette russe.

LE PRESIDENT : D'abord, ne faites pas des comparaisons avec d'autres pays. Il n'y a pas de règles là-dessus puisque je crois que vous aviez tout à l'heure des spécialistes chinois qui vous disaient : « Arrêtez les chinoiserries et arrêtez les roulettes russes. Soyez simplement Français ». Oui, écoutez, je prends les risques. Parce que si dans ma position je ne prenais pas de risques, à ce moment-là je serais dans le calcul. Dans le calcul, on ne tombe jamais juste.

Jean-Pierre ELKABBACH : Oui. mais l'an prochain. on voit bien que la croissance pourrait

vous n'avez pas le droit de dire, mais l'an prochain, on voit bien que la croissance pourrait approcher - Christian NOYER, l'ex-patron de la Banque de France le disait

LE PRESIDENT : Le gouverneur.

Jean-Pierre ELKABBACH : Le gouverneur. Pourrait approcher 1,8 ou 2%, donc créer des emplois. Alors, si c'est le cas, vous auriez inversé la courbe du chômage et donc rempli les conditions que vous vous étiez fixées à vous-même pour continuer.

LE PRESIDENT : Non, je ne fais pas les choses pour continuer, je fais les choses pour que les Français vivent mieux, et notamment pour qu'il y ait moins de demandeurs d'emploi, qu'il y ait plus de jeunes qui puissent avoir espoir. C'est cela ma responsabilité. Ce n'est pas simplement de me dire, parce qu'il y aura trois statistiques qui donneront un crédit à ma politique, que je pourrais éventuellement prendre une décision. C'est plus grave. Diriger la France, ce n'est pas simplement se diriger soi-même - c'est déjà pas mal quand on arrive à se diriger soi-même - mais c'est diriger le pays pour qu'il puisse avancer. Vous me demandiez « le temps long » : je prends les décisions de compétitivité, d'investissement, de croissance, d'éducation, de jeunesse pour que la France avance.

Jean-Pierre ELKABBACH : Si cela marche, quelles leçons vous en tirez pour vous-même ?

LE PRESIDENT : Justement, à un moment - il ne faut pas s'oublier mais ce n'est pas le problème -, il faut essayer de prendre des décisions en dehors de son propre intérêt.

Jean-Pierre ELKABBACH : Oui, mais est-ce que vous avez encore la force ? Vous voyez le monde qui s'accélère, vous êtes là en Chine, vous faites beaucoup de voyages, est-ce que vous avez encore la force de montrer aux Français un chemin, un dessein qui associe par exemple les libertés, les réformes, le social, un destin collectif ?

LE PRESIDENT : Quel est le chemin que je propose ? Quelle est l'ambition que je porte ? C'est que la France puisse, au terme de ces cinq années qui ont été celles de mon mandat, j'ai pu lui donner toutes les conditions

Jean-Pierre ELKABBACH : « J'ai pu » ou « je peux » ?

LE PRESIDENT : J'ai pu à ce moment-là, lui donner toutes les conditions pour qu'elle puisse réussir, pour que les Français puissent réussir. Le temps long, c'est d'être capable de se dire : « je serai jugé sur ce que j'aurais pu faire pour mon pays ». La trace, c'est cela. Ce n'est pas simplement un bilan c'est très important, un bilan -, des résultats c'est indispensable.

Jean-Pierre ELKABBACH : Mais une ambition ?

LE PRESIDENT : Mais la trace, l'ambition collective pour que les Français soient plus fiers d'eux-mêmes. Parce que s'il y a un problème que je trouve toujours insupportable, c'est qu'alors que l'on dit -et vous avez eu cette expérience- tant de bien de la France, vous avez reçu à vos micros tant de Chinois qui vous ont dit ce qu'ils attendaient de la France, ce qu'ils espéraient de la France. J'étais avec des entreprises qui réussissent sur le plan technologique

Jean-Pierre ELKABBACH : Il y a même un des patrons, un entrepreneur, qui disait : « C'est la France magique et un Président magique » £ il faut être ici pour entendre ça.

LE PRESIDENT : Oui, exactement. Il ne s'agit pas de moi, là-encore. C'est que les Français doivent avoir davantage confiance en eux-mêmes parce qu'ils réussissent partout là où ils sont les meilleurs et ils sont souvent les meilleurs. Ici, sur le plan culturel, ici sur le plan économique, ici sur le plan agroalimentaire, nous sommes les meilleurs.

Jean-Pierre ELKABBACH : François HOLLANDE, je suis sûr que Thomas SOTTO a une question, au moins une question au Président HOLLANDE.

Thomas SOTTO : J'en ai deux. Vous aimez le temps, on va essayer de ne pas vous en prendre trop, du temps, mais quand même sur l'environnement, François HOLLANDE. C'est à la fois un problème mondial et un problème au coin de nos rues, je voudrais vous poser une question sur le diesel. On a l'impression d'un double discours, d'un double langage, d'un double jeu de la France. Mercredi, le représentant français à Bruxelles a voté pour l'augmentation des seuils d'émission de gaz polluants des diesels. Jeudi, le lendemain, Ségolène ROYAL, la ministre de l'Ecologie, s'insurge. On a l'impression d'une comédie. Sur le fond, on laisse les lobbies automobiles gagner, et sur la forme, on proteste.

LE PRESIDENT : Non. Nous avons voulu que, sur le plan européen, nous renforçons les

contraintes. Il y aura plus de contraintes sur les fabricants de diesel et il y aura plus de contrôles.

Thomas SOTTO : Ce n'est pas ce qui a été décidé.

LE PRESIDENT : C'est ce que nous aurons à mettre en œuvre. Plus de contraintes, plus de contrôles et en même temps, je suis responsable d'une grande industrie, l'industrie automobile française. Je ne vais pas, parce que VOLKSWAGEN a manqué à toutes ses obligations - ce n'est pas une entreprise française qui a manqué à sa parole : c'est une entreprise, en l'occurrence VOLKSWAGEN je ne vais pas mettre en cause les constructeurs français parce qu'eux, sont exemplaires. En matière de diesel, nous sommes les meilleurs, les meilleurs justement en termes de réduction des émissions de particules. Alors, permettez que la France aussi, se défende.

Thomas SOTTO : Dernière question, est-ce que vous vous souvenez de Lucette, François HOLLANDE ?

LE PRESIDENT : Oui, je l'ai rencontrée.

Thomas SOTTO : Voilà, Lorraine, à Vandœuvre-lès-Nancy, c'était jeudi dernier. C'est une retraitée avec qui vous avez pris le café et Lucette a parlé après. Elle a expliqué que tout avait été organisé, mis en scène, les fleurs, les thermos de café, les tasses. Elle connaissait les questions à l'avance, il y en a eu d'autres qu'elle n'a pas eu le droit de vous poser. Est-ce que cela ne met pas un peu d'eau au moulin de ceux qui vous reprochent d'en faire trop et de n'être que dans la communication ?

LE PRESIDENT : D'abord cette rencontre, et je remercie cette dame parce qu'elle m'a accueilli. C'était une rencontre qui était en dehors de la presse sauf pour une toute petite partie. Et je vais continuer à rencontrer autant de compatriotes qu'il est possible de pouvoir, dans ma position, visiter. Je vais continuer.

Jean-Pierre ELKABBACH : Pourquoi ?

LE PRESIDENT : Vous le saurez, vous ne le saurez pas, parce que c'est très important d'entendre justement hors caméra, hors micro, ce que les gens ont à dire.

Thomas SOTTO : Non mais c'est de la mise en scène, François HOLLANDE.

LE PRESIDENT : Vous pensez que l'on arrive chez une personne sans qu'il y ait des conditions ? Quand je vais chez vous, il y a un certain nombre de conditions, partout il y a des conditions. Dès lors qu'il n'y a pas de caméra, il n'y a pas de radio, il y a toujours une franchise. Moi, je fais confiance à ce qu'est le contact direct. On peut me faire beaucoup de reproches mais sur le contact direct, je sais que les Français savent me trouver.

Thomas SOTTO : Merci François HOLLANDE d'être venu sur Europe 1 ce matin.

LE PRESIDENT : Merci à vous.

Jean-Pierre ELKABBACH : Merci d'avoir répondu à cette invitation et maintenant c'est la Corée.

LE PRESIDENT : Et maintenant, je pars dans quelques heures en Corée parce que là-aussi, c'est un pays qui connaît une dynamique très forte et qui aime la France, parce que là-aussi, c'est aussi un trait que je retrouve partout dans le monde.

Jean-Pierre ELKABBACH : Vous allez surtout dans les pays qui aiment la France.

LE PRESIDENT : Je vais partout, c'est pour cela.

Jean-Pierre ELKABBACH : Merci.